

Rapports ouverts, sociétés fermées

Les conséquences politiques de l'échec du

par Ulrike Baureitbel

Using the geographical/political changes that have recently occurred in Germany, the author demonstrates how "politics" can separate or unite women.

Il ne faut pas oublier que les représentants actifs des intérêts des femmes—tout comme le mouvement des citoyens dans son ensemble—ne formaient qu'une petite minorité marginale.

L'une des leçons historiques les plus frappantes pour les femmes, c'est que le processus de leur exclusion est totalement indépendant des résultats d'une révolution ou d'une guerre. Que le nouvel ordre réussisse à s'installer à plus ou moins longue échéance, par exemple, en France en 1789 et après la première guerre mondiale en Allemagne; ou bien que le soulèvement mobilise les forces réactionnaires favorables à une restauration, par exemple, après 1849 en Allemagne et 1871 en France; à partir du moment où la vie publique est orientée et réglementée selon les vieilles ou selon de nouvelles structures, les femmes disparaissent de la scène politique. Il semblerait même que la solidarité entre les femmes ne réussisse à s'exprimer que dans ce court intervalle. Un peu comme si elles n'étaient capables de dépasser par elles-mêmes seulement pour un temps donné les forces centrifuges qui les éloignent les unes des autres. Dans cette perspective, la question posée ne porte pas en premier lieu sur les différences et les contradictions entre les femmes, mais, ainsi que l'a souligné Ute Gerhard récemment, sur «le contexte particulier, les contradictions et les présupposés favorables qui doivent être réunis pour que les femmes se mobilisent sous la communauté de leur sexe, à partir de leurs situations de vie totalement disparates et au delà de leurs différences sociales, politiques et ethniques» (Gerhard 47).

L'exposé qui suit examine dans quelles conditions structurelles le mouvement des citoyens et des femmes de l'Allemagne de l'Est en 1989-90 a conduit les femmes, une fois du plus, à entraîner activement le renversement, et pourquoi, après que la «révolution par en haut» ait brutalement mis fin à leur expérimentation de démocratie par la base, elles se sont retirées sur la pointe des pieds et ont été renvoyées à leurs familles. Le processus de réunification germano-allemand présente à mon avis des parallèles structurels avec l'intégration politique en Eu-

rope; l'échec du mouvement des femmes est-allemandes projette une ombre inquiétante sur les espaces de mobilité et les possibilités d'action des femmes européennes.

La courte phase de transition dans l'ancienne RDA—de l'automne 1989 à octobre 1990¹—a été marquée par une forte participation et une forte contribution des femmes aux transformations politiques du pays. Leur représentation était relativement forte dans les instances politiques décisionnelles, particulièrement à la «Runder Tisch» (table ronde), et malgré la construction très rapide de structures politiques indépendantes. Cela ne les a pas empêchées de disparaître de la politique avec une rapidité frappante après la «réunification» de la RFA et de la RDA.

Si l'on trace les lignes contradictoires qui se recoupent partiellement et en fonction desquelles les acteurs de «l'époque des rapports ouverts» ont dû se positionner, le dilemme majeur qui saute aux yeux, c'est le rapport problématique des femmes avec l'État: d'une part, le rapport avec le vieil État maudit de la RDA que entraîna dans sa chute d'une rapidité étonnante la protection patriarcale qui allégeait la vie des femmes; d'autre part, le rapport avec le nouvel État de la RFA, source de peur, et qui, à la manière du maître, transforme les belles-filles en êtres inférieurs tout en les livrant à elles-mêmes. Le court intérim entre le «déjà-révolu» et le «non-abouti» pendant l'ère Modrow/de Maizière a créé un champ d'expérimentation sur lequel la nation qui n'avait pas encore été monnayée a pu être expérimentée sous toutes ses coutures. Elle a finalement été livrée à une solution expansionniste, avide de pouvoir et cela constitue l'un des facteurs qui définissent le contexte des chances futures de participation des femmes à une Europe réunifiée. Si l'on prend comme césures temporelles les dates-phare de la politique, la véritable phase de transition a duré en fait de septembre/octobre 1989 jusqu'aux élections de la Volkskammer (chambre du peuple) en mars 1990. L'État indépendant de la RDA, avec sa base «socialiste-démocratique,» a existé sous forme d'utopie quasi-réelle durant les mois d'hiver 1989-90; il est devenu définitivement obsolète avec la réunification économique du premier juillet 1990 qui préfigurait l'annexion sur le plan économique.

Il ne faut pas oublier que les représentants actifs des intérêts des femmes—tout comme le mouvement des citoyens dans son ensemble—ne formaient qu'une petite minorité marginale, même si leur présence médiatique a pu faire croire le contraire pendant un certain temps. Les conceptions politiques des protagonistes de «l'agitation des femmes» de RDA étaient aussi diffuses qu'étaient hétérogènes leurs origines et leur composition. Le «Manifeste pour un mouvement autonome des femmes,»

mouvement des femmes est-allemandes

écrit par Ina Merkel, a été tenu sur les fonts baptismaux le 3 décembre 1989 sous les applaudissements de milliers de femmes de l'Union indépendante des femmes (Unabhängiger Frauenverband, UFV) dans le théâtre de la Volksbühne à Berlin-Est. Il visait une politique des femmes fondée sur l'écologie, dans un État socialiste renouvelé (Merkel 1990, 13). Le cœur du débat, c'était de ne plus considérer la question des femmes comme un problème marginal mais comme une «base existentielle,» fondamentale pour la société (Merkel 1990, 14). Dans ce manifeste, la critique de l'État de la RDA en décomposition et de celui de la RFA en vigueur débouche sur la nécessité de la participation des femmes à la construction d'une alternative sociale. Mais en ce qui concerne les conditions concrètes, économiques et sociales—par exemple, l'avenir de l'industrie de la RDA en plein marasme ou le financement du «retournement écologique» après la chute du mur ou encore du générique «programme immédiat pour les femmes

actives»—le document fondateur des femmes reste muet. Néanmoins, la pratique des «Tables rondes» qui, au fil des mois, se révélèrent être des organes de décisions et de formation politique à tous les niveaux, jusque dans les municipalités, permis de donner libre court à une vision politique. C'est là qu'a pu s'exercer un modèle de démocratie qui est non seulement différent du socialisme d'État mais qui dépasse aussi largement la démocratie représentative parlementaire, dans la mesure où il reposait sur un consensus entre la classe politique, les spécialistes et les personnes concernées servant de base pour la recherche d'une décision. Tatjana Böhm, «ministre de la table ronde» sous le gouvernement de Modrow, souligne dans son analyse rétrospective les obstacles que le mouvement des femmes de la RDA a dû franchir pour gagner sa place aux tables rondes (Böhm 1991, 32). La présence féminine eut pour conséquence des résultats concrets² et réussit en outre à s'ancrer dans un projet de constitution progressiste.³ Les tables rondes étaient aussi le lieu où se déroulait la bataille pour les futures chances de participation. Elle se livrait de plus en plus féroce au fur et à mesure que la situation transitoire se fixait dans des structures parlementaires «ordonnées.» Tandis que les hommes du mouvement des citoyens s'adaptaient peu à peu au nouveau contexte et créaient leurs structures sous forme de lobbies, il ne restait aux femmes, mères et professionnellement actives dans la plupart des cas, que peu de temps et de volonté pour s'impliquer dans ces intrigues de pouvoir. La situation rempira au cours de l'année 1990, lorsque l'insécurité économique renvoya les femmes dans leurs familles pour gérer la crise.

C'est ainsi qu'en janvier 1990 eu lieu le retrait spectaculaire de l'Initiative des femmes de Leipzig (Leipziger Fraueninitiative), après que le Neues Forum ait renoncé, au cours d'une conférence de délégués, à l'instauration de quotas. Les femmes de Leipzig tournèrent donc le dos au mouvement des citoyens parce que, comme l'expliqua Cornelia Matzke, à l'époque députée municipale, elles attendaient davantage d'un travail censé transcender les partis politiques. La rupture entre le mouvement des citoyens et celui des femmes de la RDA atteignit finalement son apogée médiatique lors des alliances de coalition, avant les élections à la Volkskammer en mars 1990. Une partie du mouvement des citoyens refusa de travailler avec les femmes de l'UFV. Pour justifier leur position, ils expliquèrent que les positions féministes défendues par ces femmes leur faisaient perdre des voix (Böhm 1990). Pour tenir les femmes hors de leur sésame politique, les hommes carriéristes se servirent à l'envi du bon prétexte du «féminisme,» terme considéré comme une insulte de premier ordre dans la RDA.



Deidre Scherer, "Pause," fabric and thread, 9" x 8", June 1992

Photo: Jeff Baird

Après la surprise du médiocre résultat du mouvement des citoyens et de la coalition verte-violette aux élections de la Volkskammer—à peine 5 % des voix dans l'ensemble de l'Allemagne—la phase de désillusion commença, et pas seulement pour le projet passionné de démocratie des femmes. Dans l'hebdomadaire «Die Zeit,» Susanne Meyer exprime son inquiétude: le mouvement des femmes n'a pas de base. Dans cette situation historique unique, où il aurait précisément pu faire passer les intérêts des femmes, il a échoué car les femmes qui auraient voulu des changements n'étaient tout simplement pas là.

Il est clair que ce sont les «rapports ouverts» et le manque de structures les accompagnant qui ont offert aux femmes la possibilité de s'immiscer dans la politique.

Après les élections de mars, même les plus optimistes des femmes étaient persuadées que rien ne pourrait plus arrêter le fil des événements. L'indépendance de l'État de la RDA n'avait plus que quelques mois à vivre. Dans l'insécurité ambiante, la «peur de l'annexion» chez les femmes de l'Est produisit de nouveaux rituels d'isolement, non seulement à l'égard du management politique qui s'étendait aux nouveaux Länder mais aussi vis-à-vis des femmes ouest-allemandes. Au cours du premier congrès est-ouest des femmes, en mai 1990 à Berlin-Est, l'identité menacée des femmes de l'Est vint heurter de plein fouet les projections politiques des féministes de l'Ouest venues leur rendre visite.⁴ Dans un climat marqué par les préjugés et les généralisations, l'incompréhension mutuelle ne parvint pas à se dissoudre. À l'intérieur même du mouvement des femmes, cela déboucha sur une «politisation des états psychiques,» une conséquence, décrite par la sociologue Eva Jaeggi, de la peur de la disparition et de l'isolement. Chacun campait sur ses positions dans le dialogue est-ouest. La situation s'exacerba jusqu'à ce que chaque partie considère que le nouvel État en formation menaçait ou avait déjà fait disparaître ses acquis féministes respectifs. Les femmes de la RDA craignaient avec raison de perdre leur indépendance économique et se retrouvaient pour la première fois face à l'alternative «les enfants ou la carrière;» les femmes de l'Ouest voyaient poindre le menaçant retour de baton du patriarcat de l'Ouest. Le traité d'État élaboré durant l'été 1990 entre la RDA et la RFA mis dans le même sac «femmes» et «handicapés,» en les qualifiant de groupe «à prendre particulièrement en compte.» Cela ne laissait rien présager de bon.⁵

Face à la désindustrialisation en cours, la liquidation de l'économie de la RDA, la crise sociale et mentale les accompagnant, il n'était pas étonnant que les femmes de la RDA se retirent—d'une part dans la sphère privée et

d'autre part dans des mini-projets sociaux ayant pour vocation de créer des emplois (ABM). Sentir que sur le marché du travail une femme n'a plus la même valeur qu'avant et qu'à partir d'un certain âge, on n'a plus besoin d'elle; que l'éducation des enfants ne relève plus de la responsabilité de l'ensemble de la société; se découvrir placardée en tant qu'objet sexuel sur les affiches publicitaires et les écrans de cinéma; tout cela a profondément contribué à déstabiliser l'ancienne identité des femmes de la RDA sans que les réponses des féministes ouest-allemandes puissent y apporter une compensation adaptée. L'émancipation des femmes dans l'ex-RDA était construite, il est vrai, selon le modèle masculin et se conformait parfaitement à la «voie socialiste.» Mais elle avait pour avantage d'assurer la base matérielle d'une existence autonome à laquelle les femmes de l'Ouest n'avaient pu accéder que dans leurs rêves théoriques.

L'Union des femmes autour de laquelle se nouaient tous les espoirs et qui aurait pu offrir un toit et devenir le bras droit du mouvement des femmes survit aujourd'hui dans une zone de complète insignifiance politique grâce au soutien de l'État (Das Chaos). Toutes les tentatives pour transformer et élargir l'Union vers l'Ouest en tant que centre d'organisation ont échoué.⁶ «Le chaos, c'était la meilleure époque», concluent aujourd'hui avec nostalgie les femmes de l'UFV lorsqu'elles parlent de l'époque des «tables rondes». Si on analyse cette expérience à la lumière des possibilités des femmes, leurs obstacles et leurs auto-limitations, il est clair que ce sont les «rapports ouverts» et le manque de structures les accompagnant qui ont offert aux femmes la possibilité de s'immiscer dans la politique.

Dans le nouveau sérail des coalitions masculines qui, au fil de l'année 1990 a fait reculer les institutions relativement défensives de démocratie par la base, les femmes n'avaient plus leur place. Le refoulement actif et un repli volontaire sont les conséquences du vieux dilemme du mouvement des femmes qu'Ina Merkel a décrit de la façon suivante: «Elles (les femmes) doivent rentrer dans les structures patriarcales pour pouvoir les briser. Et pourtant en agissant à l'intérieur de ces structures, elles se comportent comme des hommes pour pouvoir avoir un impact politique.» Cette dialectique de l'intérieur et de l'extérieur, de stabilisation et de refus, même les femmes de la RDA n'ont pu la briser.

L'autre articulation intéressante de l'exclusion des femmes dans le processus de la réunification est à mon avis l'attitude, évoquée au début de mon exposé, de la partie active des femmes vis-à-vis de l'État ancien-nouveau ainsi que la frappante retenue de la société des hommes pour mobiliser les femmes comme symbole du nouvel État. Contrairement à d'autres situations historiques comparables, l'icône de la «mère Nation» n'a pas été intégré au mythe de la fondation de l'État lors de la réunification de la RDA et de la RFA.⁷ À l'heure actuelle c'est ce qui distingue l'État de la RFA de nombreux autres peuples de l'Europe de l'Est où les femmes sont activement impliquées dans leur fonction de mères à la fondation

nationale. La «manipulation de la maternité» au nom de l'État national, ainsi que l'a nommée la Slovène Vlasta Jalusic, est particulièrement visible dans les discours de politique démographique des nouveaux États de l'Est de l'Europe. Elle n'existe pas sous cette forme dans la République fédérale. Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que la principale anicroche lors de la signature du traité entre les États a été la réglementation de l'avortement. On a vu s'affronter deux «lois des pères». C'est finalement celle de l'Ouest qui l'a remporté sur celle des «femmes déposées» de l'Est et elle a été élargie à l'ensemble du pays.

La «manipulation de la maternité» au nom de l'État national est particulièrement visible dans les discours de politique démographique des nouveaux États de l'Est de l'Europe.

La réunification vue comme un acte administratif, relevant de la technique économique et gestionnaire, menée par en haut sans tenir compte des différences de contextes et de mentalités; un processus qui se déroule dans un espace interne non guerrier⁸; l'abolition d'éléments plébiscitaires et de démocratie par la base dans chacun des États au profit de la bureaucratie menaçante de la Communauté européenne; l'homogénéisation des parties hétérogènes qui conduit à des processus de déréglementation et de hiérarchisation; et, finalement, l'abandon de l'intégration d'autres parties de la population, en particulier des femmes: ce sont les signes caractéristiques de l'unification germano-allemande que l'on peut tout aussi bien observer dans le processus d'intégration européenne. Le vote danois contre le traité de Maastricht a, par exemple, été essentiellement alimenté par des femmes jeunes. Cela signale non seulement la peur de l'abolition d'acquis sociaux et féministes sur le plan national, mais aussi le doute vis-à-vis une politique menée par en haut, avec très peu de transparence, et que l'on ne peut pas influencer.

Dans une étude récente, Susanne Schunter-Kleemann, une Brémoise spécialiste de la Communauté européenne, démontre que les initiatives féministes et les programmes d'action de femmes étaient encore relativement étendus jusqu'à la moitié des années 80 mais qu'ils stagnent depuis six ans sur le plan juridique (Schunter-Kleemann, 1992). Cela est dû, selon Susanne Schunter-Kleemann, d'une part à la faible influence du Parlement européen et d'autre part aux majorités conservatrices qui y sont représentées. Il faut aussi à mon avis prendre en compte le fait que le «projet de Communauté européenne» a quitté le stade expérimental et est devenu une «affaire sérieuse». Les lignes directrices et les recommandations conclues par le parlement européen étaient jusqu'à maintenant interprétées

et traitées par les gouvernements nationaux comme des recommandations de pure forme, d'autant plus que le bureau pour l'égalité des chances ne dispose d'aucun instrument pour faire appliquer ses décisions. Même la législation relativement progressiste de la Cour européenne de justice a peu d'influence pour les femmes puisqu'il n'existe pas de possibilité de porter une plainte individuelle. L'ancien terrain de jeu s'est transformé en une représentation politique sérieuse, ce qui a transformé les rapports des forces politiques au Parlement européen. Mais ce n'est pas tout, sur 518 députés européens, il y en a seulement 96 de sexe féminin (Schunter-Kleemann 36), à peine un cinquième. À une époque où il est question de nouvelle répartition des ressources qui se raréfient, c'est bien trop peu pour assurer une modification au profit des femmes.

Indépendamment des élections au bénéfice de l'un ou de l'autre des partis, l'expérience a démontré qu'une politique des femmes institutionnalisée et réaliste va de pair avec la perte d'influence politique de la base. La réflexion doit donc se développer dans une autre direction. Les expériences vécues par les femmes est-allemandes dans les Tables rondes doivent être analysées et poursuivies. Non sur le plan parlementaire, comme au Sénat de Berlin avec la «Table ronde d'une politique de femmes», ni à Bonn à travers l'initiative commune de femmes parlementaires venues de tous les partis mais bien à un niveau autonome.

Il n'est pas obligatoirement nécessaire que ces institutions soient de longue durée. L'exemple suisse montre qu'une infrastructure déjà existante et opérationnelle peut être réactivée très rapidement. Lors de l'agitation autour de la candidature sociale-démocrate au Bundesrat de Madame Brunner, les anciens comités de grèves de 1991 ont pu très vite se reconstituer. De telles structures sont-elles viables seulement dans des domaines restreints, ainsi que l'a prédit Gisela Erler dans son plaidoyer contre une «solution de la grande Allemagne»? Cela reste à voir. Gisela Erler parlait du fait qu'une grande Allemagne rendrait difficile l'émancipation des femmes à un haut niveau à cause de la politique de force qui en découlerait sur le plan étatique et territorial (Erler 1990). Même si l'on est en droit de douter de ces présuppositions (les femmes ne seraient psychologiquement pas très intéressées par ces questions), ses conclusions méritent réflexion. Elle écrit: «Pour l'hygiène en général et pour la participation des femmes, les petites nations avec une démocratie approfondie et un bon niveau de vie offrent une meilleure base que de grands États.»⁹

Fixer la taille des unités politiques adaptées aux offres d'émancipation possibles serait certainement une grave erreur. Si l'on se fiait à ce critère, cela voudrait dire que la Suisse, avec ses structures plébiscitaires très fortes, est un pays favorable aux femmes. L'important, en revanche, repose dans la symétrie de chacune des parties qui forment le «tout». À l'heure actuelle, on observe plutôt la formation de nouvelles hiérarchies entre les différents pays, ce qui trouve son expression dans l'euphémisme de l'«Europe des

deux vitesses». Cette expression désigne à la fois l'évolution inégale des différents États et le fossé qui existe entre l'intégration économique et sociale (Bohnenkamp). Les conséquences négatives se répercutent dans la vie aussi bien professionnelle que privée des femmes, c'est bien connu. Il est de plus en plus clair qu'on ne peut pas parler des intérêts des femmes européennes en général: les femmes seront touchées par la déréglementation sociale de manière différente et adopteront des stratégies de résolution différentes. Reste à savoir à partir de quels prémisses la variété des situations et des intérêts peut être regroupée sans que les femmes se mettent, en tant que sujet collectif fictif «femmes», à la disposition d'un quelconque concept fondateur de nation. L'art des politiques féminines serait d'empêcher que ce qui fonde notre différence devienne une raison de nous diviser, nous obligeant à choisir entre l'un ou l'autre camp.

Née en 1957 à Berlin, Ulrike Baureisshel a fait des études en littérature allemande, en histoire et en sociologie. Depuis 1990, elle travaille comme éditrice et journaliste et elle publie sur des sujets qui touchent les femmes.

¹Ces dates correspondent à deux événements-clé: d'abord les premières manifestations de masse en RDA en octobre 1989 et finalement l'annexion de la RDA à la RFA le 3 octobre 1990 qui vit l'extinction de l'indépendance de la RDA.

²Entre l'automne 1989 et l'été 1990 les femmes ont réussi à faire passer lors des tables rondes des initiatives et des points de rencontres de femmes dans de nombreuses villes ainsi qu'à assurer leur financement.

³Projet de constitution pour la RDA. Berlin avril 1990.

⁴Tatjana Böhm dans la taz (Tageszeitung) du 13 fév. 1990.

⁵«Accord sur la création d'une union monétaire, d'une communauté économique et sociale entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique d'Allemagne»

⁶L'idée d'élargir l'UFV vers l'Ouest a été retenue à Weimar à la fin de septembre 1991; c'est également à ce moment qu'a été prise la décision de transformer l'UFV en une organisation similaire à un parti. Voir *Freitag* 42 (1991) du 11 octobre 1991.

⁷Sur les rapports de la femme à la nation et la «médiatisation de la mère» sur le plan bourgeois, voir Hannelore Bublitz et Annette Kuhn: *Aneignungen, Enteignungen und Widerständigkeiten* (Appropriations, dépropriations et résistances). Metis. Zeitschrift für historische Frauenforschung und feministische Praxis 1 (1992): 10-27.

⁸Si j'ai choisi ce concept, c'est parce que je suis consciente que les pays extra-européens paient les frais de cette paix et qu'il n'est ici nullement question d'une paix entre les sexes. Je veux seulement montrer que ni les Allemands ni les États européens associés à la construction de la Communauté européenne ne mènent de guerre «chaude» entre eux.

⁹La manière dont Erler incorpore la participation féminine au service de l'«hygiène en général» révèle l'état d'esprit désolant qui règne à l'Institut de la jeunesse de Munich. À

cette référence pitoyable au discours démographique des années trente s'ajoute la vision eurocentriste et plutôt étrange d'un «niveau de vie» que les femmes doivent organiser.

Références

Böhm, Tatjana. "Wo stehen wir Frauen nach 40 Jahren getrennter Geschichte in Deutschland West und Ost? («Où en sommes nous, les femmes, après 40 ans d'histoire séparé entre l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est»)." *Feministische Studien* 2 (1992): 28-34.

Bohnenkamp, Ulrike. "Europa im Umbruch—neue Dimension der Frauenpolitik?" («L'Europe en rupture—une nouvelle dimension de la politique des femmes?»). *Hercubaus Europa*. Ed. Susanne Schunter-Kleeman. Berlin, 1992. 11-28.

Erlar, Gisela Anna. "Im Schatten der Wiedervereinigung" («À l'ombre de la réunification»). *Taz* 12 mars 1990.

Gerhard, Ute. "Westdeutsche Frauenbewegung. Zwischen Autonomie und dem Recht auf Gleichheit" («Mouvement des femmes ouest-allemandes. Entre l'autonomie et le droit à l'égalité»). *Feministische Studien* 2 (1992).

Jalusic, Voir Vlasta. "Zurück zum Naturstand? Desintegration Jugoslawiens und ihre Folgen für die Frauen" («Le retour à l'état de nature? Désintégration de la Yougoslavie et conséquences pour les femmes»). *Feministische Studien* 2 (1992): 9-21.

Merkel, Ina. *Ohne Frauen ist kein Staat zu machen* (On ne peut pas faire un État sans les femmes). Hambourg, 1990. 13-26.

Merkel, Ina. "Die Frauicubeweguhj ist Rui Häüs für gefolleue Mäcddeu." *die audere* 43 (1990): 7.

"Nun kommen wir. Feministinnen in der DDR" («Nous arrivons. Féministes dans la RDA»). *Die Zeit* 16 février 1990.

Meyer, Susanne. "Das Demokratiedefizit der EG" («Le déficit démocratique de la Communauté européenne»). Dies. (Hg). *Herrenhaus Europa*. Geschlechterverhältnisse im Wohlfahrtsstaat. Ed. Susanne Schunter-Kleemann. Berlin, 1992.